

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rouyn-Noranda

Code géographique : 86042

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Piuze, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Rouyn-Noranda pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-22 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rouyn-Noranda et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rouyn-Noranda et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rouyn-Noranda inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

DATE 2015-04-22

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	44 342 470	47 013 549	47 488 343			47 488 343
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 078 653	4 045 697	4 175 024			4 175 024
Quotes-parts	3						
Transferts	4	8 245 572	3 697 335	6 157 962		24 854	6 182 816
Services rendus	5	7 840 467	6 741 127	8 125 289		560 407	8 685 696
Imposition de droits	6	2 283 653	2 147 791	2 110 482			2 110 482
Amendes et pénalités	7	1 028 725	1 174 130	1 442 066			1 442 066
Intérêts	8	639 183	571 467	684 830		146 745	831 575
Autres revenus	9	2 308 426	147 738	600 672		1 994 591	2 595 263
	10	70 767 149	65 538 834	70 784 668		2 726 597	73 511 265
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	7 925 069	2 780 500	625 855			625 855
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	197 877					
Autres	15	258 138	250 000	14 600			14 600
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	8 381 084	3 030 500	640 455			640 455
	18	79 148 233	68 569 334	71 425 123		2 726 597	74 151 720
Charges							
Administration générale	19	7 982 089	7 956 857	8 610 631	438 778		9 049 409
Sécurité publique	20	8 546 374	9 164 792	9 190 665	313 420		9 504 085
Transport	21	14 210 468	13 487 410	14 934 854	3 872 711		18 807 565
Hygiène du milieu	22	11 103 215	9 957 140	10 629 822	3 765 813		14 395 635
Santé et bien-être	23	710 185	768 998	1 096 258	137 117	1 752 775	2 986 150
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 925 838	5 153 550	4 771 491	144 851	894 405	5 810 747
Loisirs et culture	25	9 253 076	9 520 953	9 751 967	1 858 431		11 610 398
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	3 413 131	3 253 469	3 367 693		46 367	3 414 060
Amortissement des immobilisations	28	9 755 443	10 887 109	10 531 121	(10 531 121)		
	29	69 899 819	70 150 278	72 884 502		2 693 547	75 578 049
Excédent (déficit) de l'exercice	30	9 248 414	(1 580 944)	(1 459 379)		33 050	(1 426 329)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 248 414	(1 580 944)	(1 459 379)	33 050	(1 426 329)
Moins: revenus d'investissement	2	(8 381 084)	(3 030 500)	(640 455)	(640 455)	(640 455)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	867 330	(4 611 444)	(2 099 834)	33 050	(2 066 784)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	9 755 443	10 887 109	10 531 121	127 003	10 658 124
Produit de cession	5	79 560	9 000	25 117		25 117
(Gain) perte sur cession	6	(59 424)		(13 808)		(13 808)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(129 491)		(257 490)		(257 490)
	8	9 646 088	10 896 109	10 284 940	127 003	10 411 943
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	169 707		50 338		50 338
Réduction de valeur / Reclassement	10	129 491		257 490		257 490
	11	299 198		307 828		307 828
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	40 251		237 356		237 356
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	98 692		127 734		127 734
	15	138 943		365 090		365 090
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	195 587		789 310		789 310
Remboursement de la dette à long terme	17	(8 095 438)	(5 623 835)	(7 779 608)	(109 066)	(7 888 674)
	18	(7 899 851)	(5 623 835)	(6 990 298)	(109 066)	(7 099 364)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 186 565)	(152 249)	(481 851)		(481 851)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	183 935	427 673	220 571	103 446	324 017
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 044 451	349 514	988 208		988 208
Réserves financières et fonds réservés	22	(973 215)	(1 583 543)	(1 684 345)	44 986	(1 639 359)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	225 118	297 775	(206 241)		(206 241)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 706 276)	(660 830)	(1 163 658)	148 432	(1 015 226)
	26	478 102	4 611 444	2 803 902	166 369	2 970 271
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 345 432		704 068	199 419	903 487

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	8 381 084	3 030 500	640 455		640 455	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(607 179)	(255 900)	(439 457)	()	(439 457)	
Sécurité publique	3	(274 132)	(457 400)	(287 073)	()	(287 073)	
Transport	4	(9 696 381)	(5 168 700)	(7 799 263)	()	(7 799 263)	
Hygiène du milieu	5	(7 910 879)	(10 739 900)	(4 382 353)	()	(4 382 353)	
Santé et bien-être	6	()	(8 500)	()	(159 498)	(159 498)	
Aménagement, urbanisme et développement	7	(295 330)	(1 981 900)	(98 920)	()	(98 920)	
Loisirs et culture	8	(2 920 703)	(1 113 200)	(1 116 847)	()	(1 116 847)	
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	
	10	(21 704 604)	(19 725 500)	(14 123 913)	(159 498)	(14 283 411)	
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(156 471)	()	(1 335 094)	()	(1 335 094)	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(161 392)	(152 249)	(152 249)	(257 487)	(409 736)	
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 278 622	15 636 600	13 796 553		13 796 553	
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	2 186 565	152 249	481 851		481 851	
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 815 181	13 900	(109 281)	(103 446)	(212 727)	
Excédent de fonctionnement affecté	16	540 973	41 500	109 945		109 945	
Réserves financières et fonds réservés	17	1 828 454	1 703 000	1 511 553	520 431	2 031 984	
	18	6 371 173	1 910 649	1 994 068	416 985	2 411 053	
	19	(5 372 672)	(2 330 500)	179 365		179 365	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 008 412	700 000	819 820		819 820	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 248 414		(1 580 944)		(1 459 379)	33 050	(1 426 329)
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(21 704 604 )	(	19 725 500 )	(	14 123 913)	(159 498)	(14 283 411)
Produit de cession	3	79 560		9 000		25 117		25 117
Amortissement	4	9 755 443		10 887 109		10 531 121	127 003	10 658 124
(Gain) perte sur cession	5	(59 424)				(13 808)		(13 808)
Réduction de valeur / Reclassement	6	(129 491)				(257 490)		(257 490)
	7	(12 058 516)		(8 829 391)		(3 838 973)	(32 495)	(3 871 468)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	142 726				(1 027 266)		(1 027 266)
Variation des stocks de fournitures	9	(4 112)				14 469		14 469
Variation des autres actifs non financiers	10	37 501				(362 029)	2 922	(359 107)
	11	176 115				(1 374 826)	2 922	(1 371 904)
	12	(2 633 987)		(10 410 335)		(6 673 178)	3 477	(6 669 701)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(2 633 987)		(10 410 335)		(6 673 178)	3 477	(6 669 701)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(79 828 700)				(82 462 687)	1 013 541	(81 449 146)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(79 828 700)				(82 462 687)	1 013 541	(81 449 146)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(82 462 687)				(89 135 865)	1 017 018	(88 118 847)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	4 009 662	6 613 501	521 582	7 135 083
Placements temporaires	2			3 926 607	3 926 607
Débiteurs (note 5)	3	15 295 711	12 781 515	282 371	13 063 886
Prêts (note 6)	4			1 183 358	1 183 358
Placements à long terme (note 7)	5	614 493	401 652		401 652
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	19 919 866	19 796 668	5 913 918	25 710 586
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	11 545 752	10 802 935	334 407	11 137 342
Revenus reportés (note 12)	13	1 899 908	2 401 602		2 401 602
Dette à long terme (note 13)	14	87 117 293	93 203 896	4 562 493	97 766 389
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 819 600	2 524 100		2 524 100
	16	102 382 553	108 932 533	4 896 900	113 829 433
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(82 462 687)	(89 135 865)	1 017 018	(88 118 847)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	249 058 127	252 382 120	2 763 620	255 145 740
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 721 255	3 263 501		3 263 501
Stocks de fournitures	20	948 986	934 517		934 517
Autres actifs non financiers (note 17)	21	213 187	575 216		575 216
	22	251 941 555	257 155 354	2 763 620	259 918 974
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 224 683	2 508 667	1 634 442	4 143 109
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	7 914 822	8 300 645	2 761 711	11 062 356
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(11 603 067)	(6 289 170)	()	(6 289 170)
Financement des investissements en cours	26	(6 188 496)	(5 371 066)		(5 371 066)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	176 130 926	168 870 413	(615 515)	168 254 898
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	169 478 868	168 019 489	3 780 638	171 800 127

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 248 414	(1 459 379)	33 050	(1 426 329)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	9 755 443	10 531 121	127 003	10 658 124
Autres					
- Perte (gain) cession immos.	3	(59 424)	(13 808)		(13 808)
- Réd. placement, reclass. immos	4	(30 799)	(129 756)	87 149	(42 607)
	5	18 913 634	8 928 178	247 202	9 175 380
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(3 130 698)	2 514 196	310 973	2 825 169
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	93 385	(742 817)	57 928	(684 889)
Revenus reportés	9	610 539	501 694		501 694
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	266 700	704 500		704 500
Propriétés destinées à la revente	11	142 726	(1 027 266)		(1 027 266)
Stocks de fournitures	12	(4 112)	14 469		14 469
Autres actifs non financiers	13	37 501	(362 029)	2 922	(359 107)
	14	16 929 675	10 530 925	619 025	11 149 950
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	21 704 604 ) (	14 123 913 ) (	159 498 ) (	14 283 411)
Produit de cession	16	79 560	25 117		25 117
	17	(21 625 044)	(14 098 796)	(159 498)	(14 258 294)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	161 392 ) (	152 249 ) (	4 184 094 ) (	4 336 343)
Remboursement ou cession	19	40 251	237 356		237 356
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21	452 000		3 926 607	3 926 607
	22	330 859	85 107	(257 487)	(172 380)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	15 239 887	14 043 948		14 043 948
Remboursement de la dette à long terme	24 (	8 115 938 ) (	7 870 586 ) (	109 066 ) (	7 979 652)
Variation nette des emprunts temporaires	25				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(101 455)	(86 759)		(86 759)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	7 022 494	6 086 603	(109 066)	5 977 537
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 657 984	2 603 839	92 974	2 696 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 351 678	4 009 662	428 608	4 438 270
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	4 009 662	6 613 501	521 582	7 135 083

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	17 355 945	18 458 365	18 927 898	991 413	19 919 311
Charges sociales	2	3 874 812	4 195 081	4 351 971	216 143	4 568 114
Biens et services	3	31 638 629	29 797 620	31 532 382	2 184 497	33 716 879
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	311 619	2 036 123	21 993	45 780	67 773
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 673 650	638 646	2 825 659		2 825 659
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	427 862	578 700	520 041	587	520 628
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9					
Autres	10					
Autres organismes	11	3 253 228	3 374 138	3 598 539	(871 876)	2 726 663
Amortissement des immobilisations	12	9 755 443	10 887 109	10 531 121	127 003	10 658 124
Autres						
- Créances douteuses ou irrécouv	13	161 032	184 496	330 616		330 616
- Autres	14	447 599		244 282		244 282
-	15					
	16	69 899 819	70 150 278	72 884 502	2 693 547	75 578 049

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	47 488 343	44 342 470
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 175 024	4 078 653
Quotes-parts	3		
Transferts	4	6 808 671	16 209 302
Services rendus	5	8 685 696	8 460 887
Imposition de droits	6	2 110 482	2 283 653
Amendes et pénalités	7	1 442 066	1 028 725
Intérêts	8	831 575	769 286
Autres revenus	9	2 609 863	4 749 933
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	74 151 720	81 922 909
Charges			
Administration générale	12	9 049 409	8 414 705
Sécurité publique	13	9 504 085	8 884 504
Transport	14	18 807 565	17 672 615
Hygiène du milieu	15	14 395 635	14 518 154
Santé et bien-être	16	2 986 150	2 563 168
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 810 747	5 906 663
Loisirs et culture	18	11 610 398	11 069 619
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	3 414 060	3 469 520
	21	75 578 049	72 498 948
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(1 426 329)	9 423 961
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	173 226 456	182 157 820
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(18 355 325)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	173 226 456	163 802 495
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	171 800 127	173 226 456

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 426 329)	9 423 961
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(14 283 411)	(21 865 048)
Produit de cession	3	25 117	79 560
Amortissement	4	10 658 124	9 878 357
(Gain) perte sur cession	5	(13 808)	(59 424)
Réduction de valeur / Reclassement	6	(257 490)	(129 491)
	7	(3 871 468)	(12 096 046)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 027 266)	142 726
Variation des stocks de fournitures	9	14 469	(4 112)
Variation des autres actifs non financiers	10	(359 107)	37 487
	11	(1 371 904)	176 101
	12	(6 669 701)	(2 495 984)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13	(6 669 701)	(2 495 984)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(6 669 701)	(2 495 984)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(81 449 146)	(78 953 162)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(81 449 146)	(78 953 162)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(88 118 847)	(81 449 146)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 7 135 083	4 438 270
Placements temporaires	2 3 926 607	
Débiteurs (note 5)	3 13 063 886	15 889 055
Prêts (note 6)	4 1 183 358	750 076
Placements à long terme (note 7)	5 401 652	4 804 044
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 25 710 586	25 881 445
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 11 137 342	11 822 231
Revenus reportés (note 12)	13 2 401 602	1 899 908
Dette à long terme (note 13)	14 97 766 389	91 788 852
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15 2 524 100	1 819 600
	16 113 829 433	107 330 591
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (88 118 847)	(81 449 146)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 255 145 740	251 789 252
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 3 263 501	1 721 255
Stocks de fournitures	20 934 517	948 986
Autres actifs non financiers (note 17)	21 575 216	216 109
	22 259 918 974	254 675 602
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 171 800 127	173 226 456

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 426 329)	9 423 961
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 658 124	9 878 357
Autres			
- Perte (gain) cession immos	3	(13 808)	(59 424)
- Réd. placement, reclass. immos	4	(42 607)	(41 840)
	5	9 175 380	19 201 054
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 825 169	(3 309 096)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(684 889)	254 271
Revenus reportés	9	501 694	610 539
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	704 500	266 700
Propriétés destinées à la revente	11	(1 027 266)	142 726
Stocks de fournitures	12	14 469	(4 112)
Autres actifs non financiers	13	(359 107)	37 487
	14	11 149 950	17 199 569
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(14 283 411)	(21 865 048)
Produit de cession	16	25 117	79 560
	17	(14 258 294)	(21 785 488)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(4 336 343)	(605 297)
Remboursement ou cession	19	237 356	40 251
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	3 926 607	452 000
	22	(172 380)	(113 046)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	14 043 948	15 239 887
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 979 652)	(8 218 618)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(86 759)	(101 455)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	5 977 537	6 919 814
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 696 813	2 220 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	4 438 270	2 217 421
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	7 135 083	4 438 270

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rouyn-Noranda est une municipalité locale dont la constitution a été décrétée le 12 décembre 2001 par le décret numéro 1478-2001 du gouvernement du Québec, elle est régie par la Loi sur les cités et villes (LRQ.c.C-19) et elle est assimilée à une municipalité régionale de comté aux fins de l'application de certaines lois.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages *S8 et S9*, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages *S11, S23-1 et S23-2* et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page *S25*.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable, soit: Centre local de développement de Rouyn-Noranda (CLD), Corporation de Gestion du Centre de Congrès de Rouyn-Noranda (CGCC R-N) et Corporation de gestion immobilière Notre-Dame-Auxiliatrice (CGINDA).

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Le CLD de Rouyn-Noranda, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où ces charges sont engagées. Ainsi, la part des revenus de services rendus, qui est constituée des subventions versées par la Ville pour le compte du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE), donne lieu à un revenu reporté pour le CLD compte tenu du décalage de l'exercice financier du gouvernement.

C) Actifs financiers

Le trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et l'encaisse affectée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués en utilisant la méthode de l'inventaire du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Catégorie	Période
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	30 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage, et équipements divers	10 à 20 ans
Autres immobilisations	1 an

E) Revenus de transfert

Les paiements qui répondent à la définition d'un transfert sont comptabilisés et présentés en fonction des modalités relatives aux transferts appelées *critères d'admissibilité* et *stipulations*. Les critères d'admissibilité décrivent ce qu'un bénéficiaire doit être ou ce qu'il doit faire pour être en mesure d'obtenir un paiement de transfert et les stipulations décrivent comment un bénéficiaire doit utiliser les ressources transférées ou les actions qu'il doit poser pour les conserver.

La Municipalité comptabilise un revenu de transfert lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont atteints. Un passif est comptabilisé lorsque les paiements de transfert sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif, ou lorsque la Municipalité s'impose elle-même une telle obligation en l'absence de stipulations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme le programme d'allocation de retraite et le programme de cadeau à la retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants (tant pour les régimes capitalisés que non capitalisés) ;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés ;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : la municipalité peut se prévaloir de l'allègement permis à l'intérieur des limites établies par le Ministère.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent ;
- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

1 - Fonds réservés

A) Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

B) Le CLD, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, a une dette à long terme envers le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) constituée de prêts octroyés par ce dernier dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI). Le CLD a affecté les fonds reçus dans un fonds réservé puisque l'existence du FLI est prévue légalement. Le CLD utilise ces fonds en les investissant en placements à long terme ou en prêts auprès d'entrepreneurs, en affectant ce fonds réservé.

2 - Présentation des dépenses de fonctionnement

La fonction «administration générale» comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les dépenses sont notamment reliées au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction «sécurité publique» comprend des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives à la surveillance, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction «transport» comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction «hygiène du milieu» comprend les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement.

La fonction «santé et bien-être» comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes, notamment le logement social, le soutien à des organismes d'aide du milieu, la politique familiale et la gestion des cimetières.

La fonction «aménagement, urbanisme et développement» comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les dépenses reliées à l'élaboration des programmes de développement économique par des organismes du milieu soutenus par la Ville.

La fonction «loisirs et culture» comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

La fonction «frais de financement» regroupe les intérêts sur la dette à long terme et autres frais relatifs au financement des activités municipales. Les remboursements de capital sont présentés à la section de la conciliation à des fins fiscales.

3 - Constatation des produits

La Ville constate ses produits lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les services sont rendus aux clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

4 - Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 2 652 674	2 319 850
Placements temporaires	2 696 882	
Placements à long terme	3	3 172 491

Note

L'encaisse du CLD est de fonds grevés d'affectations d'origine interne ou externe (FLI) 47 165 \$ ainsi qu'un dépôt à terme de 2 696 882 \$ inscrit dans les placements temporaires.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 262 977	3 196 680
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	2 588	917
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	5 328 092	6 940 853
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 118 018	1 239 237
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Débiteurs CLD, CGCCRN, CGINDA	9	3 352 211	4 511 368
-	10		
	11	13 063 886	15 889 055

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 358 100	2 449 078
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	2 358 100	2 449 078

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	428 880	130 677
---	----	---------	---------

Note

La provision pour créances douteuses de 428 880 \$ se répartit comme suit :

- Taxes municipales	252 435 \$
- Autres débiteurs	176 445 \$

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts aux entrepreneurs CLD	19	1 183 358	750 076
-	20		
	21	1 183 358	750 076

Note

7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	401 652	4 804 044
Autres placements	23		
	24	401 652	4 804 044

Note

A) La Ville participe au Programme d'assurances de dommages UMQ instauré en 2003 par l'UMQ, lequel comprend un avenant de franchise collective applicable sur les biens ou sur la responsabilité civile primaire.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2014

2013

La quote-part de franchise collective versée annuellement par la Ville ne constitue pas une prime mais plutôt une somme placée en fidéicommiss visant à garantir le remboursement à l'assureur des indemnités qu'il paie advenant la réalisation des conditions prévues à la police d'assurance. Le versement de la quote-part au montant de 152 249 \$ correspond à l'acquisition d'un placement à titre d'investissement.

Une diminution du placement à long terme est constatée suite au remboursement à l'assureur d'indemnités qu'il a versé ou en cas de remise d'un solde résiduel inutilisé du fonds à la Ville.

B) La Ville de Rouyn-Noranda a, par sa résolution 2007-65, souscrit un total de 150 000 \$ au capital de la société FIER TÉMABI S.E.C.. Le solde des avoirs au 31 décembre 2014 est de 49 371 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 813 700)	(1 154 200)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(710 400)	(665 400)
	27	<u>(2 524 100)</u>	<u>(1 819 600)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	2 128 700	1 675 600
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	93 100	92 800
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	52 604	53 922
	33	<u>2 274 404</u>	<u>1 822 322</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	5 816 912	5 876 234
Salaires et avantages sociaux	38	992 618	901 900
Dépôts et retenues de garantie	39	1 204 897	1 982 735
Provision pour contestations d'évaluation	40	83 050	67 145
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Canada	42		4
- Gouvernement du Québec	43	462 192	547 617
- Intérêts courus sur dette LT	44	592 564	679 204
- Autres courus et passifs	45	1 985 109	1 767 392
-	46		
	47	<u>11 137 342</u>	<u>11 822 231</u>

Note

Le montant de 83 050 \$ correspond au montant des pertes estimatives sur contestations d'évaluation. Cette provision est établie pour les unités d'évaluation imposables et non imposables en tenant compte des taxes et des paiements tenant lieu de taxes établis sur la base de la valeur foncière. Elle comprend également la partie de la provision se rapportant aux intérêts afférents.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	5 373	
Transferts	49	548 622	681 640
Autres			
- Autres revenus reportés	50	1 847 607	1 218 268
-	51		
	52	2 401 602	1 899 908

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	4,00	2015	2019	53	94 248 346	88 152 412
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	3 933 302	3 964 940
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	98 181 648	92 117 352
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(415 259)	(328 500)
					63	97 766 389	91 788 852

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	8 659 435	80	89	20 680	97	8 680 115
2016	65	73	7 376 634	81	90	15 531	98	7 392 165
2017	66	74	8 595 831	82	91	16 187	99	8 612 018
2018	67	75	10 310 527	83	92	16 873	100	10 327 400
2019	68	76	10 227 772	84	93	14 048	101	10 241 820
2020 et +	69	77	49 078 147	85	94	3 849 983	102	52 928 130
	70	78	94 248 346	86	95	3 933 302	103	98 181 648
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	94 248 346	88	96	3 933 302	105	98 181 648

Note

Dette à long terme à la charge d'une partie des contribuables

	2014	2013
Rouyn	2 021 401 \$	24 519 \$
Noranda	34 003	49 342
Rouyn-Noranda	1 334 413	2 073 827
Granada	100 010	65 120
Rouyn-Noranda-Granada	250 300	326 700
Lac-Dufault	6 410	9 263
Rouyn-Noranda-Granada-Lac-Dufault	1 369 740	1 593 856
Beaudry	286 500	337 200
Rouyn-Noranda-Granada-Lac-Dufault-Beaudry	1 611 600	1 817 300
Arntfield	120 600	131 100
Cadillac	2 817 200	1 981 700
Évain	178 176	201 291

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

McWatters	55 400	99 350
Rouyn-Noranda 2002 (nouvelle ville)	1 163 604	1 482 665
Total	11 349 357 \$	10 193 233 \$

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ROUYN-NORANDA

La dette à long terme dont le solde est de 3 814 147 \$ est constituée de prêts octroyés par le MFEQ au CLD dans le cadre du FLI.

Emprunt dont le solde est de 446 783 \$, renouvelable en octobre 2018, remboursable jusqu'en octobre 2028 par versements mensuels de 3 897 \$ incluant les intérêts au taux de 5.70 %, garanti par un terrain et un immeuble d'une valeur comptable nette de 748 847 \$.

CORPORATION DE GESTION DU CENTRE DE CONGRÈS DE ROUYN-NORANDA

Billet à payer dont le solde est de 390 129 \$, remboursable jusqu'en 2017 par versements annuels de 111 258 \$ incluant les intérêts calculés au taux de 5.35 %, garanti par un cautionnement de la Ville de Rouyn-Noranda pour un montant de 3 550 000 \$.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (69 757 017)	(62 621 853)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (18 361 830)	(18 827 293)
Autres	108	
	<u>109 (88 118 847)</u>	<u>(81 449 146)</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	36 668 861	138	1 606 283	165		192	38 275 144
Eaux usées	111	101 044 313	139	4 244 407	166	6 002	193	105 282 718
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	92 723 034	140	7 580 527	167	765 800	194	99 537 761
Autres	113	23 837 728	141	973 026	168	237 844	195	24 572 910
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	80 343 022	143	1 102 390	170	13 495	197	81 431 917
Améliorations locatives	116	879 320	144		171		198	879 320
Véhicules	117	3 792 703	145	24 232	172		199	3 816 935
Ameublement et équipement de bureau	118	7 224 517	146	121 119	173	944	200	7 344 692
Machinerie, outillage et équipement divers	119	6 807 551	147	269 962	174	432 961	201	6 644 552
Terrains	120	21 063 870	148	11 015	175	268 799	202	20 806 086
Autres	121	234 017	149	27 084	176		203	261 101
	122	<u>374 618 936</u>	150	<u>15 960 045</u>	177	<u>1 725 845</u>	204	<u>388 853 136</u>
Immobilisations en cours	123	8 614 932	151	(1 676 634)	178		205	6 938 298
	124	<u>383 233 868</u>	152	<u>14 283 411</u>	179	<u>1 725 845</u>	206	<u>395 791 434</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	14 090 362	153	940 638	180		207	15 031 000
Eaux usées	126	36 599 108	154	2 622 959	181	6 002	208	39 216 065
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	35 741 423	155	3 041 350	182	765 821	209	38 016 952
Autres	128	6 880 873	156	901 472	183	237 823	210	7 544 522
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	25 487 114	158	2 103 350	185	13 495	212	27 576 969
Améliorations locatives	131	447 544	159	23 067	186		213	470 611
Véhicules	132	2 630 539	160	127 302	187		214	2 757 841
Ameublement et équipement de bureau	133	5 238 973	161	379 577	188	944	215	5 617 606
Machinerie, outillage et équipement divers	134	4 135 496	162	511 277	189	432 961	216	4 213 812
Autres	135	193 184	163	7 132	190		217	200 316
	136	<u>131 444 616</u>	164	<u>10 658 124</u>	191	<u>1 457 046</u>	218	<u>140 645 694</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>251 789 252</u>					219	<u>255 145 740</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

La colonne "Ajustement" tient compte du transfert d'immobilisations aux propriétés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

destinées à la revente pour une valeur de 257 808 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	327 738	327 738
Immeubles industriels municipaux	231	48 059	52 509
Autres	232	2 887 704	1 341 008
	233	3 263 501	1 721 255
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	3 263 501	1 721 255

Note

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	473 182	73 920
Frais reportés			
- Rôle triennal d'évaluation	237	102 034	142 189
-	238		
	239	575 216	216 109

Note**18. Obligations contractuelles****a) Logement social**

En vertu de conventions avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux bénéfices d'exploitation qu'elle reconnaît de l'Office municipal d'habitation de Rouyn-Noranda, la Ville assumant la différence.

Dans le cadre du programme Accès Logis de la Société d'habitation du Québec et afin de permettre la réalisation de différents projets, la Ville de Rouyn-Noranda s'est engagée à contribuer pour la réalisation de ces projets, conditionnellement à ce qu'ils soient autorisés par la Société d'habitation du Québec et que cette dernière participe financièrement à chacun des projets.

2015

Supplément au loyer :	24 500 \$
Rabais de taxes foncières :	34 337 \$
Contributions au comptant :	<u>137 055 \$</u>
Total :	195 892 \$

2016

Supplément au loyer :	24 500 \$
Rabais de taxes foncières :	34 337 \$
Contributions au comptant :	<u>137 055 \$</u>
Total :	195 892 \$

2017

Supplément au loyer :	24 500 \$
Rabais de taxes foncières :	34 337 \$
Contributions au comptant :	<u>137 055 \$</u>
Total :	195 892 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

2018

Supplément au loyer :	24 500 \$
Rabais de taxes foncières :	34 337 \$
Contributions au comptant :	<u>137 055 \$</u>
Total :	195 892 \$

2019

Supplément au loyer :	24 500 \$
Rabais de taxes foncières :	34 337 \$
Contributions au comptant :	<u>137 055 \$</u>
Total :	195 892 \$

De 2020 à 2035

Supplément au loyer :	392 000 \$
Rabais de taxes foncières :	512 938 \$
Contributions au comptant :	<u>1 904 880 \$</u>
Total :	2 809 818 \$

b) Engagements divers

La Ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 8 724 486 \$ relativement au déneigement, à la conciergerie, à l'entretien de logiciels et de photocopieurs ainsi que du système téléphonique, à la gestion des matières résiduelles, à des services professionnels en matière d'évaluation foncière et autres. Les versements relatifs à ces engagements se répartissent comme suit:

2015 :	4 469 312 \$
2016 :	1 546 200 \$
2017 :	1 176 462 \$
2018 :	1 025 854 \$
2019 :	<u>506 658 \$</u>
Total:	8 724 486 \$

c) Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)

En vertu d'une entente de service pour la gestion, l'entretien et la réparation du parc de véhicules, la Ville s'est engagée par la résolution 2006-849 le 1er novembre 2006, pour une durée de 15 ans, avec le Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER), une unité autonome de service du ministère des Transports, à utiliser le service de location «clés en main» qui tient compte de tous les frais inhérents à la possession d'un véhicule, des équipements et accessoires. Cette convention engageant le crédit de la Ville pour une période de plus de cinq ans a été autorisée par la ministre des Affaires municipales et des Régions.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit:

2015 :	4 478 000 \$
2016 :	4 550 000 \$
2017 :	4 622 000 \$
2018 :	4 696 000 \$
2019 :	<u>4 771 000 \$</u>
Total:	23 117 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Les taux de location peuvent être révisés au 1er avril de chaque année, si des modifications importantes et imprévisibles surviennent en cours d'exercice, toutefois l'augmentation ne pourra dépasser 4 % du coût du loyer de l'année en cours.

La Ville assume les coûts de location jusqu'à la fin du terme prévu à l'entente, sauf si le CGER trouve preneur auprès d'un autre client. Dans ce cas, la facturation cesse. Pour répondre au besoin de la Ville, les équipements et accessoires loués vont évoluer pendant la durée de l'entente.

d) Programme de développement régional et forestier (PDRF)

La Ville a signé une entente avec le ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, convenant des conditions de transfert d'exercice des responsabilités et activités de gestion du Programme de développement régional et forestier (PDRF).

Ce programme a été mis sur pied afin de favoriser la réalisation d'activités visant à maintenir ou à améliorer la protection, la mise en valeur ou la transformation des ressources du milieu forestier. Les engagements de la Ville consistent entre autres à statuer sur l'admissibilité des projets soumis ainsi que sur le choix des projets en conformité avec les objectifs du programme définis par le ministre, à conclure une entente de financement avec chacun des promoteurs dont les projets auront fait l'objet d'une approbation, et à verser l'aide financière à même l'enveloppe attribuée par le ministre pour assurer la gestion et la mise en oeuvre du PDRF.

e) Programme Fonds gestion de mise en valeur du territoire

La Ville a signé, en février 2014, une entente de délégation avec la ministre des Ressources naturelles et le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ayant pour objet principal de permettre à la Ville d'exercer des pouvoirs et des responsabilités concernant la gestion de certains droits fonciers et la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État, fournir certains leviers de développement économique associés à la mise en valeur du territoire et rapprocher du citoyen la prestation de services publics.

La Ville s'engage à exercer les pouvoirs et les responsabilités délégués par l'entente de délégation, à respecter les normes, les guides, les canevas et les procédures communiqués par la ministre pour assurer la gestion des activités déléguées et l'émission des droits en conformité avec les orientations gouvernementales.

f) Sûreté du Québec

La Ville a signé une entente avec le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec relativement à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la ville.

g) Réseau à large bande

La Ville, par sa résolution numéro 2003-362, s'est engagée dans un partenariat pour le déploiement, en Abitibi-Témiscamingue, d'un réseau collectif à large bande. Les partenaires ont mandaté le Centre des technologies de l'information et des communications (Région Abitibi-Témiscamingue) pour mener le projet de déploiement de l'infrastructure collective régionale. Afin de contribuer au montage financier du projet, un montant de 142 102 \$ fut déboursé par la Ville en 2005 pour le financement des immobilisations. De plus, la Ville s'est engagée par la résolution 2006-49 à contribuer aux frais de gestion

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

pour l'utilisation du réseau, pour un montant annuel de 25 424 \$ pendant vingt (20) ans après la date de mise en disponibilité du service.

h) Transport en commun

En vertu d'une entente de service de transport en commun, la Ville s'est engagée pour une période débutant le 1er juillet 2007 et se terminant le 30 juin 2022, avec Autobus Maheux. Considérant que le contrat est d'une durée de 15 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit :

2015 :	519 000 \$
2016 :	544 000 \$
2017 :	566 000 \$
2018 :	589 000 \$
2019 :	<u>612 000 \$</u>
Total :	2 830 000 \$

i) Contribution à la fondation de l'UQAT

La Ville, par sa résolution 2009-883, s'est engagée de verser à la Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue un montant de 100 000 \$ par année pendant une période de trente (30) ans, et ce, à compter de l'exercice budgétaire 2010 permettant ainsi la réalisation du projet de construction des deux résidences pour étudiantes et étudiants au campus de Rouyn-Noranda de l'UQAT. Considérant que le contrat est d'une durée de 30 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus se répartissent comme suit :

2015 :	100 000 \$
2016 :	100 000 \$
2017 :	100 000 \$
2018 :	100 000 \$
2019 :	<u>100 000 \$</u>
Total :	500 000 \$

j) CLD

En vertu d'un protocole d'entente signé le 17 août 2012 entre le CLD, la Ville de Rouyn-Noranda et la Société immobilière du Québec ("SIQ"), le CLD s'engage à verser une somme de 6 000 000 \$ à la SIQ pour l'acquisition des terrains le long du chemin Senator. Le protocole prévoit que le versement se fera au plus tard en juillet 2015.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné des emprunts contractés par les organismes suivants :

Corporation de gestion du centre de congrès de Rouyn-Noranda inc. :
Montant: 3 550 000 \$
Solde au 31-12-2014: 301 563 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valide du 08-04-1997 au 08-04-2017
Résolution 96-710
Autorisation du M.A.M.

Club de Golf Dallaire
Montant: 500 000 \$
Solde au 31-12-2014: 85 064 \$
Valide du 13-08-2007 au 12-08-2017
Résolution 2007-725
Autorisation du M.A.M.

Centre d'appels d'urgence de l'Abitibi-Témiscamingue (CAUAT)
Montant: 318 000 \$
Solde au 31-12-2014: 137 889 \$
Valide du 29-11-2011 au 29-11-2016
Résolution 2011-915
Autorisation du M.A.M.

Association des membres du club de golf Noranda
Montant: 49 999 \$
Solde au 31-12-2014: 49 999 \$
Valide du 18-12-2014 au 18-12-2019
Résolution 2014-1034

CLD

Le CLD détient une lettre de garantie bancaire irrévocable émise par la Banque Scotia au montant de 5 500 000 \$ valide jusqu'en juillet 2015 pour garantir le paiement à la SIQ.

b) Auto-assurance

Pour les fins de l'assurance des dommages, la Ville fait partie du Regroupement des villes de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord Québécois, lequel regroupement s'auto-assure à compter de 2004, par le biais d'une mutualité partielle des risques. Les franchises collectives sont de 250 000 \$ en assurance de biens et de 250 000 \$ en assurance-responsabilité civile. Chaque année, la Ville verse au mandataire du regroupement l'UMQ, 99 222 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 53 027 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 152 249 \$.

c) Poursuites

1- Hydro-Québec

Description

Dans sa « Déclaration » du 31 mai 2001, Hydro-Québec poursuit la Ville pour obtenir, entre autres, l'annulation de la cession d'un immeuble. Toutefois, dans sa « Déclaration réamendée » du 22 janvier 2008, Hydro-Québec modifie les conclusions de sa réclamation pour les suivantes:

- A) Condamner la Ville à payer une somme de 300 000 \$, plus les intérêts;
- B) Condamner la Ville à décontaminer l'immeuble en cause, à l'exception de la partie

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

vendue à PFK.

Évaluation

Depuis le mois de mai 2001, Hydro-Québec a procédé à la vente de deux parties de l'immeuble en cause dans ce dossier, soit une partie de l'immeuble pour l'établissement de l'entreprise PFK et une partie pour les nouveaux bureaux de la SAAQ.

Il reste une partie de l'immeuble en cause qui appartient toujours à Hydro-Québec.

Compte tenu du prix qu'Hydro-Québec a obtenu pour les deux parties de l'immeuble vendu, la direction de la Ville est d'opinion qu'Hydro-Québec ne subit plus de préjudice économique dans ce dossier.

Des pourparlers sont actuellement en cours pour tenter de régler hors Cour ce dossier.

Par conséquent, il est impossible pour le moment de faire des prévisions quant à l'issue de ce dossier.

2 - Gestion Jean-Marc Baronet

Description

Le 30 juillet 2001, dans sa « Requête pour faire cesser un usage dérogatoire », la Ville entreprenait des procédures judiciaires contre Gestion Jean-Marc Baronet inc. pour faire cesser un usage dérogatoire sur l'immeuble de cette dernière. Le 28 novembre 2001, dans sa « Contestation écrite », Gestion Jean-Marc Baronet inc. prétend toujours bénéficier d'un droit acquis qui lui permettrait de continuer d'exercer sur l'immeuble une ou des activités commerciales impliquant des véhicules lourds et du transport routier, et ce, en plus d'une entreprise de service de location de grues. La Ville possède un règlement municipal qui spécifie que l'immeuble de Gestion Jean-Baronet inc. est situé dans une zone où l'usage autorisé est un usage résidentiel. Le 18 avril 2008, une « Entente confidentielle conditionnelle » est intervenue entre la Ville et Gestion Jean-Marc Baronet inc. qui ne pourra pas être finalisée tant et aussi longtemps que l'étude de caractérisation des sols environnementale Phase II de l'immeuble n'aura pas été complétée. Dans cette entente, la Ville s'est réservé le droit d'annuler celle-ci et de continuer les procédures judiciaires contre Gestion Jean-Marc Baronet inc. ou de poursuivre les discussions et les négociations pour régler hors Cour l'ensemble de ce dossier.

Or, le 27 août 2009, l'étude de caractérisation des sols environnementale Phase II a été complétée et livrée à Gestion Jean-Marc Baronet inc. et à la Ville de Rouyn-Noranda. Dans ce rapport, l'expert conclut à la contamination des sols par des hydrocarbures et des métaux.

Par conséquent, la Ville a refusé de se porter acquéreur de l'immeuble en cause dans ce dossier. Les procédures judiciaires se poursuivent donc entre les parties.

À cet effet, le 8 janvier 2010, Gestion Jean-Marc Baronet inc. a signifié à la Ville de Rouyn-Noranda une contestation amendée et demande reconventionnelle dans laquelle Gestion Jean-Marc Baronet inc. réclame de la Ville de Rouyn-Noranda une somme de 370 469 \$ (soit 320 651 \$ + 49 818 \$) à titre de troubles, dommages, frais, débours.

Évaluation

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

La direction de la Ville est d'avis qu'elle n'a aucune responsabilité dans ce dossier et qu'elle n'a fait qu'appliquer la réglementation en vigueur sur son territoire à l'égard de l'immeuble et de l'entreprise en cause dans ce dossier.

La direction de la Ville croit que la réclamation réamendée de 370 469 \$ de Gestion Jean-Marc Baronet inc. reçue le 8 janvier 2010 contre la Ville de Rouyn-Noranda n'est pas fondée.

Des discussions sont actuellement en cours pour tenter de régler hors Cour ce dossier.

Toutefois, à ce jour, il est impossible de faire des prévisions adéquates quant à l'issue de l'affaire.

d) Autres

1- Réclamations d'assurance

Il n'y a aucune réclamation pendante en justice contre la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées. Le budget non consolidé constitue le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

		2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	7 135 083	4 438 270
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242	3 926 607	
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
- Dépôt à terme CLD	247	(3 926 607)	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	7 135 083	4 438 270

Note**24. Loi favorisant le dév. de la form. main-d'oeuvre**

La Ville est assujettie en tant qu'employeur à la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre. Au cours de l'année 2014, la Ville a consacré une somme de 180 821 \$ à la formation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Fonds forestiers et FGMVT

La valeur de ces fonds au 31 décembre 2014 est de 692 416 \$ et se répartit comme suit:

Bellecombe	12 987 \$
D'Alembert	1 069
Destor	7 826
McWatters	9 475
Mont-Brun	6 164
Sous-total	37 521 \$
Fonds forestier général	548 040 \$
Fonds gestion mise en valeur (FGMVT)	106 855
Total	692 416 \$

26. Marge de crédit

La Ville dispose d'une marge de crédit autorisé de 8 000 000 \$ pour les règlements d'emprunt, portant intérêts au taux préférentiel. Elle ne comporte aucune garantie. Au 31 décembre 2014, aucun montant n'était utilisé. Le taux de base au 31 décembre 2014 est de 3 %.

27. FUP - Frais d'utilisation par passager

Les revenus de l'aéroport comprennent 629 032 \$ en provenance des frais d'utilisation par passager (FUP), auxquels sont déduits les frais de perception appliqués par les compagnies aériennes, d'un montant de 17 986 \$. Le revenu net, soit 611 046 \$ sera viré au poste "Excédent de fonctionnement affecté" à l'aéroport régional de Rouyn-Noranda.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 4 143 109	2 718 619
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 11 062 356	9 169 281
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (6 289 170 ) (	11 603 067)
Financement des investissements en cours	4 (5 371 066)	(6 188 496)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 168 254 898	179 130 119
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 171 800 127	173 226 456

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Administration	8 860 342	1 287 942
- Transport aérien	9 1 470 111	1 033 023
- Voirie, aqueduc et égout	10 198 351	198 351
- Programme fermeture dépotoir	11 338 674	338 674
- Aménagement, urb.développement	12 315 198	76 007
- Loisirs et culture	13 304 411	316 248
- Développement social	14 444 718	447 630
- Hygiène du milieu	15 317 946	248 588
- Anciennes municipalités	16 198 842	291 489
	17 4 448 593	4 237 952

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- CLD	18 539 285	518 924
-	19	
-	20	
	21 539 285	518 924

Réserves financières

- Vidange boues règl. 2009-611	22 1 035 101	825 910
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 1 035 101	825 910

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 995 974	1 072 386
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 309 601	425 510
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 26 160	19 622
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 370 466	427 444
Financement des activités de fonctionnement	33 415 259	328 500
Autres		
- Fonds forestiers (note 25)	34 692 416	570 423
- Cimetière D'Alembert	35 7 075	7 075
- Fonds local d'investissement	36 2 222 426	735 535
-	37	
	38 5 039 377	3 586 495
	39 11 062 356	9 169 281

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (53 872) ()	(89 989) ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (63 200) ()	(72 200) ()
Régimes non capitalisés	43 (113 100) ()	(129 200) ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (1 276 250) ()	(1 403 875) ()
Autres	45 (138 900) ()	(156 300) ()
Régimes non capitalisés	46 () ()	() ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	() ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	() ()
Autres		
-	51 () ()	() ()
-	52 () ()	() ()
	53 (1 645 322) ()	(1 851 564) ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	() ()
Autre financement	55 (4 643 848) ()	(9 751 503) ()
	56 (6 289 170) ()	(11 603 067) ()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 1 040 881	3 251 698
Investissements à financer	58 (6 411 947) ()	(9 440 194) ()
	59 (5 371 066)	(6 188 496)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 255 145 740	251 789 252
Propriétés destinées à la revente	61 3 263 501	1 721 255
Prêts	62 1 183 358	750 076
Placements à titre d'investissement	63 401 652	4 804 044
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 259 994 251	259 064 627
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 97 766 389	91 788 852
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 415 259	328 500
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (2 358 100) ()	(2 449 078) ()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 (4 643 848) ()	(9 751 503) ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	() ()
	71 91 179 700	79 916 771
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 559 653	17 737
	73 91 739 353	79 934 508
	74 168 254 898	179 130 119

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Rouyn-Noranda, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2010, est un régime de retraite flexible contributif de type salaire carrière. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire de l'année. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 154 200)	(918 700)
Charge de l'exercice	5 (2 128 700)	(1 675 600)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 469 200	1 440 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 813 700)</u>	<u>(1 154 200)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 46 264 500	41 543 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (50 449 000)	(50 344 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (4 184 500)	(8 801 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 2 370 800	7 647 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 813 700)	(1 154 200)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 813 700)</u>	<u>(1 154 200)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 46 264 500	41 543 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (50 449 000)	(50 344 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(4 184 500)</u>	<u>(8 801 200)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 309 700	2 078 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 2 309 700	2 078 400
Cotisations salariales des employés	22 (1 222 900)	(1 192 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 1 086 800	885 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 563 600	415 900
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	27
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	29
Variation de la provision pour moins-value	30	31
Autres	32	33
-	34	35
-	36	37
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 650 400</u>	<u>1 301 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 835 800	2 608 400
Rendement espéré des actifs	34 (2 357 500)	(2 234 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 478 300	374 200
Charge de l'exercice	36 <u>2 128 700</u>	<u>1 675 600</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 4 091 700	3 842 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 357 500)	(2 234 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 1 734 200	1 608 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 2 978 400	4 118 400
Prestations versées au cours de l'exercice	41 2 062 300	1 808 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 51 502 900	46 743 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	5,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55 2	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le programme d'allocation de retraite de la Ville de Rouyn-Noranda prévoit un montant forfaitaire équivalent à 2 jours de salaire par année de service, sujet à un maximum. Le programme de cadeau à la retraite de la Ville de Rouyn-Noranda prévoit un cadeau selon le nombre d'années de service.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (665 400)	(634 200)
Charge de l'exercice	58 (93 100)	(92 800)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 48 100	61 600
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>710 400</u>)	(<u>665 400</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (882 300)	(849 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>171 900</u>	<u>183 900</u>
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>710 400</u>)	(<u>665 400</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 400	49 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 48 400	66 49 500
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	68 ()
	68 48 400	69 49 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 13 600	70 15 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	71
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	72
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	73
Autres	73	74
-	74	75
-	75	76
Charge de l'exercice excluant les intérêts	76 62 000	77 64 600
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	77 31 100	78 28 200
Charge de l'exercice	78 93 100	79 92 800

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (1 600)	26 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 17	17

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	3,25 %	3,65 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____ S.O.

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	15 610	16 001
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	52 604	53 922
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	52 604	53 922
	52 604	53 922

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	93 619 155
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 363 294
Activités de fonctionnement à financer	3	549 697
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	625 083
Débiteurs	8	2 358 100
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	18 361 830
Autres montants	10	2 070 774
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	570 342
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	75 546 017
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	748 346
Endettement net à long terme	16	76 294 363
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	76 294 363
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	76 294 363
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	30 183 853	30 625 782	30 625 782	27 481 226
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	7 074 532	7 136 637	7 136 637	7 371 799
Activités de fonctionnement	6	1 697 306	1 710 400	1 710 400	1 610 248
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	38 955 691	39 472 819	39 472 819	36 463 273
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 522 607	4 438 576	4 438 576	4 312 748
Égout	11		31 461	31 461	9 206
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 311 696	3 313 047	3 313 047	3 316 293
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17				
Service de la dette	18	140 155	142 609	142 609	149 680
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	7 974 458	7 925 693	7 925 693	7 787 927
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23	83 400	89 831	89 831	91 270
	24	83 400	89 831	89 831	91 270
	25	8 057 858	8 015 524	8 015 524	7 879 197
	26	47 013 549	47 488 343	47 488 343	44 342 470

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	552 199	629 349	540 612
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	8 918	4 587	8 910
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	479 602	479 602	479 602
	31	1 040 719	1 113 538	1 029 124
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	932 415	957 715	906 460
Cégeps et universités	33	1 077 717	1 107 202	1 163 615
Écoles primaires et secondaires	34	776 198	777 050	775 128
	35	2 786 330	2 841 967	2 845 203
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	3 827 049	3 955 505	3 874 327
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	216 042	216 230	201 037
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 606	3 289	3 289
Taxes d'affaires	43			
	44	218 648	219 519	204 326
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 045 697	4 175 024	4 078 653

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	611	6 949	3 064
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55		124 000	20 029
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	65 429	374 026	216 595
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	162 618	154 405	161 927
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	14 918	36 321	31 524
Réseau de distribution de l'eau potable	68	22 968	100 505	101 793
Traitement des eaux usées	69	330 960	1 614 713	1 485 134
Réseaux d'égout	70	51 678	186 642	174 461
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	1 173 000	371 524	1 236 432
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		19 368	5 922
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	76 219	354 059	67 595
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	20 000	9 000	10 000
Rénovation urbaine	83	65 000		19 601
Promotion et développement économique	84	31 221	44 047	82 157
Autres	85	492 071	647 601	399 410
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	131 121	554 921	566 153
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	1 568	4 178	4 867
Autres	88	251 295	313 521	354 881
Réseau d'électricité	89			
	90	2 890 677	4 915 780	4 941 545

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			21 031
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	216 744	415 632	415 632
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			746 314
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		15 083	376 389
Réseau de distribution de l'eau potable	107	516 678	(2 201)	199 516
Traitement des eaux usées	108	712 500	92 307	1 022 804
Réseaux d'égout	109	1 229 178	9 312	739 833
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121		4 737	4 737
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	30 000	74 900	3 509 193
Activités culturelles				
Bibliothèques	126		12 355	12 355
Autres	127	75 400	3 730	3 730
Réseau d'électricité	128			
	129	2 780 500	625 855	7 925 069

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	270 200		
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134	402 448	402 448	402 448
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		706 533	706 533
Programme d'aide financière aux MRC	136	107 359	106 550	106 550
Autres	137	26 651	26 651	2 833 690
	138	806 658	1 242 182	3 342 688
TOTAL DES TRANSFERTS	139	6 477 835	6 783 817	16 209 302

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	2 200	86 961	86 961
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	2 200	86 961	86 961
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	2 200	86 961	86 961
				50 472

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	220 076	216 540	475 988
Sécurité publique	183	43 000	23 580	29 532
Transport				
Réseau routier	184	1 175 507	1 381 559	1 276 013
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	167 615	166 824	156 752
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	2 068 018	2 832 884	2 751 694
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	185 993	298 616	336 232
Santé et bien-être	191	48 000	44 789	50 336
Aménagement, urbanisme et développement	192	767 183	800 409	1 541 150
Loisirs et culture	193	2 063 535	2 273 127	1 792 718
Réseau d'électricité	194			
	195	6 738 927	8 038 328	8 410 415
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	6 741 127	8 125 289	8 460 887
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	155 050	142 836	184 620
Droits de mutation immobilière	198	1 592 000	1 585 209	1 689 733
Droits sur les carrières et sablières	199	400 000	381 905	408 161
Autres	200	741	532	1 139
	201	2 147 791	2 110 482	2 283 653
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 174 130	1 442 066	1 028 725
INTÉRÊTS	203	571 467	684 830	769 286
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		13 808	59 424
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	109 843	482 944	2 131 962
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			197 877
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	287 895	118 520	2 360 670
	212	397 738	615 272	4 749 933

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 158 944	1 157 555	19 785	1 177 340	1 177 340	1 163 737
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	3 893 016	4 108 698	236 001	4 344 699	4 344 699	3 932 754
Greffe	4	614 446	727 401	6 235	733 636	733 636	650 248
Évaluation	5	1 159 753	1 128 831	98 592	1 227 423	1 227 423	1 281 712
Gestion du personnel	6	899 847	781 831		781 831	781 831	822 060
Autres	7	230 851	706 315	78 165	784 480	784 480	564 194
	8	7 956 857	8 610 631	438 778	9 049 409	9 049 409	8 414 705
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 308 172	5 309 189		5 309 189	5 309 189	4 885 353
Sécurité incendie	10	3 376 054	3 321 497	291 027	3 612 524	3 612 524	3 426 988
Sécurité civile	11	120 560	198 563	100	198 663	198 663	184 687
Autres	12	360 006	361 416	22 293	383 709	383 709	387 476
	13	9 164 792	9 190 665	313 420	9 504 085	9 504 085	8 884 504
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 799 981	5 109 414	3 129 676	8 239 090	8 239 090	7 634 141
Enlèvement de la neige	15	4 903 314	5 669 184	6 839	5 676 023	5 676 023	5 367 471
Éclairage des rues	16	665 873	744 108	88 069	832 177	832 177	808 405
Circulation et stationnement	17	813 023	907 733	51 938	959 671	959 671	912 077
Transport collectif							
Transport en commun	18	692 579	701 285	19 184	720 469	720 469	765 641
Transport aérien	19	1 612 640	1 803 130	577 005	2 380 135	2 380 135	2 184 880
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	13 487 410	14 934 854	3 872 711	18 807 565	18 807 565	17 672 615

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 571 367	1 553 193	252 779	1 805 972	1 805 972	2 520 897
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 530 850	1 743 175	799 859	2 543 034	2 543 034	2 381 258
Traitement des eaux usées	25	1 084 776	1 177 271	1 253 959	2 431 230	2 431 230	2 330 941
Réseaux d'égout	26	1 692 449	1 568 430	1 436 330	3 004 760	3 004 760	3 115 864
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 174 037	1 071 701	13 461	1 085 162	1 085 162	1 049 016
Élimination	28	1 226 048	1 346 071	1 026	1 347 097	1 347 097	1 425 941
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	951 539	977 209	89	977 298	977 298	1 001 480
Tri et conditionnement	30	562 475	551 199		551 199	551 199	576 182
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35	94 304	8 827		8 827	8 827	41 150
Autres	36		549 698		549 698	549 698	
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	69 295	83 048	8 310	91 358	91 358	75 425
Autres	39						
	40	9 957 140	10 629 822	3 765 813	14 395 635	14 395 635	14 518 154
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	281 666	291 677	128 303	419 980	2 172 755	2 080 223
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	487 332	804 581	8 814	813 395	813 395	482 945
	44	768 998	1 096 258	137 117	1 233 375	2 986 150	2 563 168
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 311 436	2 172 426	31 196	2 203 622	2 203 622	2 123 836
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	209 315	136 525		136 525	136 525	90 093
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 325 169	1 321 560	84 074	1 405 634	2 256 547	2 191 485
Tourisme	49	7 125	8 040	24 547	32 587	76 079	62 545
Autres	50		50 338	2 414	52 752	52 752	172 121
Autres	51	1 300 505	1 082 602	2 620	1 085 222	1 085 222	1 266 583
	52	5 153 550	4 771 491	144 851	4 916 342	5 810 747	5 906 663

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	991 502	1 025 786	181 970	1 207 756	1 207 756	1 113 350
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 288 215	2 335 328	753 349	3 088 677	3 088 677	3 017 124
Piscines, plages et ports de plaisance	55	762 943	703 302	26 750	730 052	730 052	715 281
Parcs et terrains de jeux	56	2 262 022	2 310 822	582 434	2 893 256	2 893 256	2 737 335
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	94 927	82 198		82 198	82 198	159 678
Autres	59	177 731	232 331		232 331	232 331	150 280
	60	6 577 340	6 689 767	1 544 503	8 234 270	8 234 270	7 893 048
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 535 208	1 649 493	78 049	1 727 542	1 727 542	1 438 080
Bibliothèques	62	897 882	901 678	77 959	979 637	979 637	993 554
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	206 199	198 766	151 901	350 667	350 667	342 359
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	304 324	312 263	6 019	318 282	318 282	402 578
	66	2 943 613	3 062 200	313 928	3 376 128	3 376 128	3 176 571
	67	9 520 953	9 751 967	1 858 431	11 610 398	11 610 398	11 069 619
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 585 256	2 660 255		2 660 255	2 706 035	2 703 441
Autres frais	70	89 513	187 397		187 397	187 397	337 591
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	578 700	509 400		509 400	509 400	402 400
Autres	72		10 641		10 641	11 228	26 088
	73	3 253 469	3 367 693		3 367 693	3 414 060	3 469 520
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	10 887 109	10 531 121	(10 531 121)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Rouyn-Noranda (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2015-04-22

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>48 086 293</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	302 830
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	212 070
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	83 050
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>597 950</u>
Revenus de taxes	11	<u>47 488 343</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	47 488 343
Ajouter			
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	83 050
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>47 571 393</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5	89 831	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 481 694	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>8 571 525</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>38 999 868</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>3 398 481 600</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>3 445 292 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>3 421 887 150</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>38 999 868</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>3 421 887 150</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="7"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 856 800	948 171	2 379 645
Usines de traitement de l'eau potable	2	378 000	314 602	239 117
Usines et bassins d'épuration	3	3 804 000	328 436	1 438 339
Conduites d'égout	4	4 691 600	2 273 194	3 467 580
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 551 400	7 046 027	9 036 834
Ponts, tunnels et viaducs	7	100 000	34 363	34 102
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 300	277 753	144 363
Aires de stationnement	9		1 192	39 756
Parcs et terrains de jeux	10	505 000	701 090	1 783 894
Autres infrastructures	11	173 800	13 954	122 959
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	530 100	856 115	806 054
Édifices communautaires et récréatifs	14	384 500	687 717	1 102 028
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16	304 900		
Autres	17		24 232	
Ameublement et équipement de bureau	18		181 969	73 129
Machinerie, outillage et équipement divers	19	439 500	373 966	1 130 884
Terrains	20	1 002 600	9 623	43 408
Autres	21		51 509	22 956
	22	19 725 500	14 123 913	21 865 048

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		458 077	1 181 564
Usines de traitement de l'eau potable	24		314 602	239 117
Usines et bassins d'épuration	25		295 441	15 437
Conduites d'égout	26		375 358	2 641 675
Autres infrastructures	27		5 536 051	7 906 721
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		490 094	1 198 081
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		32 995	1 422 902
Conduites d'égout	31		1 897 836	825 905
Autres infrastructures	32		2 538 328	3 255 187
Autres immobilisations	33		2 185 131	3 178 459
	34		14 123 913	21 865 048

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	88 152 412	14 043 948	7 948 014	94 248 346
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 964 940		31 638	3 933 302
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	92 117 352	14 043 948	7 979 652	98 181 648
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	135 600		135 600	
Réserves financières et fonds réservés	10	4 470 796	163 416	194 982	4 439 230
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	9 911 969	2 977 237	1 539 849	11 349 357
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	56 322 616	9 378 321	4 027 806	61 673 131
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	70 840 981	12 518 974	5 898 237	77 461 718
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 449 078		90 978	2 358 100
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 449 078		90 978	2 358 100
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20	2 449 078		90 978	2 358 100
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	18 827 293	1 688 390	2 153 853	18 361 830
Autres	23				
	24				
	25	21 276 371	1 688 390	2 244 831	20 719 930
	26	92 117 352	14 207 364	8 143 068	98 181 648
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	92 117 352	14 207 364	8 143 068	98 181 648

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25			

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	50,14	32,50	3 754 239	884 078	4 638 317
Professionnels	2	45,98	32,50	2 793 455	677 577	3 471 032
Cols blancs	3	93,00	32,50	4 467 583	1 067 622	5 535 205
Cols bleus	4	162,60	40,00	7 107 295	1 647 296	8 754 591
Policiers	5					
Pompiers	6	35,40	42,00	1 077 547	127 564	1 205 111
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	387,12		19 200 119	4 404 137	23 604 256
Élus	9	13,00		359 990	76 317	436 307
	10	400,12		19 560 109	4 480 454	24 040 563

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	154 405			154 405
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	36 321		15 083	51 404
Réseau de distribution de l'eau potable	13	100 505		(2 201)	98 304
Traitement des eaux usées	14	1 614 713		92 307	1 707 020
Réseaux d'égout	15	186 642		9 312	195 954
Autres	16	4 065 375	95 724	415 631	4 576 730
	17	6 157 961	95 724	530 132	6 783 817

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale													
Application de la loi	1		27		53		79		105			131	
Évaluation	2	1 128 831	28	98 592	54	1 227 423	80	3 114	106		1 224 309	132	14 663
Autres	3	7 481 800	29	340 186	55	7 821 986	81	213 426	107		7 608 560	133	174 131
	4	8 610 631	30	438 778	56	9 049 409	82	216 540	108		8 832 869	134	188 794
Sécurité publique													
Police	5	5 309 189	31		57	5 309 189	83		109		5 309 189	135	10 854
Sécurité incendie	6	3 321 497	32	291 027	58	3 612 524	84	110 541	110		3 501 983	136	65 315
Sécurité civile	7	198 563	33	100	59	198 663	85		111		198 663	137	
Autres	8	361 416	34	22 293	60	383 709	86		112		383 709	138	5 667
	9	9 190 665	35	313 420	61	9 504 085	87	110 541	113		9 393 544	139	81 836
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	5 109 414	36	3 129 676	62	8 239 090	88	200 511	114		8 038 579	140	829 207
Enlèvement de la neige	11	5 669 184	37	6 839	63	5 676 023	89	124 887	115		5 551 136	141	28 333
Autres	12	1 651 841	38	140 007	64	1 791 848	90	1 056 161	116		735 687	142	37 126
Transport collectif	13	2 504 415	39	596 189	65	3 100 604	91	2 999 709	117		100 895	143	135 076
Autres	14		40		66		92		118			144	
	15	14 934 854	41	3 872 711	67	18 807 565	93	4 381 268	119		14 426 297	145	1 029 742
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 553 193	42	252 779	68	1 805 972	94	23 439	120		1 782 533	146	58 300
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 743 175	43	799 859	69	2 543 034	95	82 488	121		2 460 546	147	181 107
Traitement des eaux usées	18	1 177 271	44	1 253 959	70	2 431 230	96	85 937	122		2 345 293	148	515 921
Réseaux d'égout	19	1 568 430	45	1 436 330	71	3 004 760	97	100 329	123		2 904 431	149	414 105
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	2 417 772	46	14 487	72	2 432 259	98	6 424	124		2 425 835	150	171
Matières recyclables	21	1 528 408	47	89	73	1 528 497	99		125		1 528 497	151	1 334
Autres	22	558 525	48		74	558 525	100		126		558 525	152	2 460
Cours d'eau	23		49		75		101		127			153	
Protection de l'environnement	24	83 048	50	8 310	76	91 358	102		128		91 358	154	4 887
Autres	25		51		77		103		129			155	
	26	10 629 822	52	3 765 813	78	14 395 635	104	298 617	130		14 097 018	156	1 178 285

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	291 677	172	128 303	187	419 980	202		217	419 980	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	804 581	174	8 814	189	813 395	204	44 789	219	768 606	234	9 443
	160	1 096 258	175	137 117	190	1 233 375	205	44 789	220	1 188 586	235	9 443
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 172 426	176	31 196	191	2 203 622	206	19 646	221	2 183 976	236	53 313
Rénovation urbaine	162	136 525	177		192	136 525	207		222	136 525	237	574
Promotion et développement économique	163	1 379 938	178	111 035	193	1 490 973	208		223	1 490 973	238	91 890
Autres	164	1 082 602	179	2 620	194	1 085 222	209	780 762	224	304 460	239	8 688
	165	4 771 491	180	144 851	195	4 916 342	210	800 408	225	4 115 934	240	154 465
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	6 689 767	181	1 544 503	196	8 234 270	211	1 042 567	226	7 191 703	241	619 213
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	901 678	182	77 959	197	979 637	212	740	227	978 897	242	1 737
Autres	168	2 160 522	183	235 969	198	2 396 491	213	1 229 819	228	1 166 672	243	104 178
	169	9 751 967	184	1 858 431	199	11 610 398	214	2 273 126	229	9 337 272	244	725 128
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	58 985 688	186	10 531 121	201	69 516 809	216	8 125 289	231	61 391 520	246	3 367 693

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1	632 211	1 037 595
Charges sociales	2	128 483	199 681
Biens et services	3	13 335 697	20 399 594
Frais de financement	4	27 522	67 734
Autres	5		
	6	14 123 913	21 704 604

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 224 683	5 873 023
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 224 683	5 873 023
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	704 068	1 345 432
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(220 571)	(183 935)
Activités d'investissement	6	109 281	(1 815 181)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 308 794)	(1 494 656)
Réserves financières et fonds réservés	8		(500 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(716 016)	(2 648 340)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 508 667	3 224 683
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	4 237 952	4 328 720
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	4 237 952	4 328 720
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(988 208)	(1 044 451)
Activités d'investissement	17	(109 945)	(540 973)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 308 794	1 494 656
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	210 641	(90 768)
Solde à la fin de l'exercice	22	4 448 593	4 237 952
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 676 870	3 973 530
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 676 870	3 973 530
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 684 345	973 215
Activités d'investissement	27	(1 511 553)	(1 828 454)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		500 000
Financement des investissements en cours	29	2 390	58 579
	30	175 182	(296 660)
Solde à la fin de l'exercice	31	3 852 052	3 676 870

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(11 603 067)	(1 626 446)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	5 073 163	(10 239 506)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(6 529 904)	(11 865 952)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	(467 900)
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	()	(467 900)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	(789 310)	(195 587)
	47	(789 310)	(663 487)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	206 242	242 782
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	823 802	683 590
	50	1 030 044	926 372
Solde à la fin de l'exercice	51	(6 289 170)	(11 603 067)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(6 188 496)	(9 138 329)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(6 188 496)	(9 138 329)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	819 820	3 008 412
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(2 390)	(58 579)
	59	817 430	2 949 833
Solde à la fin de l'exercice	60	(5 371 066)	(6 188 496)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	176 130 926	156 819 956
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		9 555 916
Solde redressé au début de l'exercice	63	176 130 926	166 375 872
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	(7 260 513)	9 755 054
Solde à la fin de l'exercice	67	168 870 413	176 130 926

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>4 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre				
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement							
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7				
Montant réservé pour le service de la dette	8	427 444	9	10	11	2 390	12	59 368	13	14	370 466
	15	427 444	16	17	18	2 390	19	59 368	20	21	370 466

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 0 □ 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 □ 3 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 9 □ 6 □ 6 □ 9 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 5 □ 5 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 2 □ 8 □ 1 □ 6 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 0 □ 8 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [6] [0] , [0] [0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
ENV. fonctionnement R-N/GR/LD/BEAU/ÉV/	,0708	1	
DETTE Rouyn	,2833	1	
DETTE Noranda-Centre	,2332	1	
DETTE Noranda-Nord	,2384	1	
DETTE Granada desservi	,1988	1	
DETTE Granada non desservi	,1839	1	
DETTE Lac-Dufault	,1940	1	
DETTE Beaudry desservi	,1846	1	
DETTE Beaudry non desservi	,1819	1	
DETTE Arntfield desservi	,2960	1	
DETTE Arntfield non desservi	,1588	1	
DETTE Évain desservi	,1683	1	
DETTE Évain non desservi	,1588	1	
DETTE McWatters	,1711	1	
DETTE Cloutier/D'Alembert/Destor	,1588	1	
DETTE Bellecombe/Cadillac/Cléricy	,1588	1	
DETTE Montbeillard/Mont-Brun/Rollet	,1588	1	
Eau 1	6,7300	7	1000 gallons impériaux
Eau 2	4,7100	7	1000 gallons impériaux
Eau 3	5,9200	7	1000 gallons impériaux
SDC Rez-de-Chaussée	,2300	7	pieds carré
SDC Autres	,1200	7	pieds carré
RÈGL. 00-208 Beaudry Drainage	,7943	3	
RÈGL. 04-384 ph. 1 Évain rue Mantha	9,5854	3	
RÈGL. 04-384 ph. 2 Évain rue Mantha	23,8144	3	
RÈGL. 06-485 1 ^{ère} avenue Évain	7,0753	3	
RÈGL. 07-531 chemin de la Baie	631,4300	4	
REGL. 102-97 McWatters chJoannès-Vaudr	36,1000	4	
RÈGL. 131-00 McWatters Michel/Jolin	,8791	3	
RÈGL. 98-116 Rouyn Avenue Larivière	11,9057	3	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
RÈGL. 99-01 ph. 1 Beaudry asphaltage	2,0000	3	
RÈGL. 99-01 ph. 2 Beaudry asphaltage	,7499	3	
RÈGL. 99-170 Rouyn-rue Mantha	8,5647	3	
RÈGL. 120-98 McWatters chemin Bousquet	303,7400	4	
RÈGL. 128-99 McWatters ch. Bouleaux	98,3000	4	
RÈGL. 132-00 McWatters Gr Esp/St-Laur	71,2500	4	
RÈGL. 133-00 McWatters rues Bernier/Côté	159,6100	4	
RÈGL. 73-93 McWatters Village/Bernier	168,9100	4	
RÈGL. 06-471 Eaux usées Arntfield	597,3300	4	
RÈGL. 09-594 Prol. Égout sanitaire Grana	303,2600	4	
RÈGL. 280 Noranda rue des Voiliers		7	Variable

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	47 542 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100, rue Taschereau Est, C.P. 220
(no) (rue)
Rouyn-Noranda J9X 5C3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 797-7110
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Hélène Piuze CPA, CMA

Téléphone (819) 797-7110
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
(ind. rég.) (numéro)

Courriel helene.piuze@rouyn-noranda.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 155, avenue Dallaire
(no) (rue)
Rouyn-Noranda J9X 4T3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 762-5764
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 762-1471
(ind. rég.) (numéro)

Courriel acdelisle@deloitte.ca

Responsable du dossier Annie-Claude Delisle CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Hélène Piuze , atteste que le rapport financier consolidé de Rouyn-Noranda pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-27 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rouyn-Noranda consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Rouyn-Noranda détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (1 426 329) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,1397 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-13 14:59:39

Date de transmission au Ministère : 2015/04/30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Rouyn-Noranda

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	70 767 149	65 538 834	70 784 668	2 726 597	73 511 265	
Investissement	2	8 381 084	3 030 500	640 455		640 455	
	3	79 148 233	68 569 334	71 425 123	2 726 597	74 151 720	
Charges	4	69 899 819	70 150 278	72 884 502	2 693 547	75 578 049	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	9 248 414	(1 580 944)	(1 459 379)	33 050	(1 426 329)	
Moins : revenus d'investissement	6	(8 381 084)	(3 030 500)	(640 455)	()	(640 455)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	867 330	(4 611 444)	(2 099 834)	33 050	(2 066 784)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	9 755 443	10 887 109	10 531 121	127 003	10 658 124	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	195 587		789 310		789 310	
Remboursement de la dette à long terme	10	(8 095 438)	(5 623 835)	(7 779 608)	(109 066)	(7 888 674)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(2 186 565)	(152 249)	(481 851)	()	(481 851)	
Excédent (déficit) accumulé	12	480 289	(508 581)	(681 807)	148 432	(533 375)	
Autres éléments de conciliation	13	328 786	9 000	426 737		426 737	
	14	478 102	4 611 444	2 803 902	166 369	2 970 271	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 345 432		704 068	199 419	903 487	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	15 295 711	12 781 515	13 063 886	15 889 055
Autres	2	4 624 155	7 015 153	12 646 700	9 992 390
	3	19 919 866	19 796 668	25 710 586	25 881 445
Passifs					
Dette à long terme	4	87 117 293	93 203 896	97 766 389	91 788 852
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	1 819 600	2 524 100	2 524 100	1 819 600
Autres	6	13 445 660	13 204 537	13 538 944	13 722 139
	7	102 382 553	108 932 533	113 829 433	107 330 591
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(82 462 687)	(89 135 865)	(88 118 847)	(81 449 146)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	249 058 127	252 382 120	255 145 740	251 789 252
Autres	10	2 883 428	4 773 234	4 773 234	2 886 350
	11	251 941 555	257 155 354	259 918 974	254 675 602
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	3 224 683	2 508 667	4 143 109	2 718 619
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	7 914 822	8 300 645	11 062 356	9 169 281
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	11 603 067 ) (	6 289 170 ) (	6 289 170 ) (	11 603 067)
Financement des investissements en cours	15	(6 188 496)	(5 371 066)	(5 371 066)	(6 188 496)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	176 130 926	168 870 413	168 254 898	179 130 119
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	169 478 868	168 019 489	171 800 127	173 226 456

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Administration	19	860 342	1 287 942
- Transport aérien	20	1 470 111	1 033 023
- Voirie, aqueduc et égout	21	198 351	198 351
- Programme fermeture dépotoir	22	338 674	338 674
- Aménagement, urb.développement	23	315 198	76 007
- Loisirs et culture	24	304 411	316 248
- Développement social	25	444 718	447 630
- Hygiène du milieu	26	317 946	248 588
- Anciennes municipalités	27	198 842	291 489
	28	4 448 593	4 237 952
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	539 285	518 924
	30	4 987 878	4 756 876
Réserves financières			
Fonds réservés	31	1 035 101	825 910
	32	5 039 377	3 586 495
	33	11 062 356	9 169 281

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	44 342 470	47 013 549	47 488 343	47 488 343	
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 078 653	4 045 697	4 175 024	4 175 024	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	8 245 572	3 697 335	6 157 962	6 182 816	
Services rendus	5	7 840 467	6 741 127	8 125 289	8 685 696	
Autres	6	6 259 987	4 041 126	4 838 050	6 979 386	
	7	70 767 149	65 538 834	70 784 668	73 511 265	
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	7 925 069	2 780 500	625 855	625 855	
Autres	11	456 015	250 000	14 600	14 600	
	12	8 381 084	3 030 500	640 455	640 455	
	13	79 148 233	68 569 334	71 425 123	74 151 720	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	1 159 753	1 128 831	98 592	1 227 423	1 227 423	1 281 712
Autres	2	6 797 104	7 481 800	340 186	7 821 986	7 821 986	7 132 993
Sécurité publique							
Police	3	5 308 172	5 309 189		5 309 189	5 309 189	4 885 353
Sécurité incendie	4	3 376 054	3 321 497	291 027	3 612 524	3 612 524	3 426 988
Autres	5	480 566	559 979	22 393	582 372	582 372	572 163
Transport							
Réseau routier	6	11 182 191	12 430 439	3 276 522	15 706 961	15 706 961	14 722 094
Transport collectif	7	2 305 219	2 504 415	596 189	3 100 604	3 100 604	2 950 521
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	5 879 442	6 042 069	3 742 927	9 784 996	9 784 996	10 348 960
Matières résiduelles	10	4 008 403	4 504 705	14 576	4 519 281	4 519 281	4 093 769
Autres	11	69 295	83 048	8 310	91 358	91 358	75 425
Santé et bien-être	12	768 998	1 096 258	137 117	1 233 375	2 986 150	2 563 168
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 311 436	2 172 426	31 196	2 203 622	2 203 622	2 123 836
Promotion et développement économique	14	1 332 294	1 379 938	111 035	1 490 973	2 385 378	2 426 151
Autres	15	1 509 820	1 219 127	2 620	1 221 747	1 221 747	1 356 676
Loisirs et culture	16	9 520 953	9 751 967	1 858 431	11 610 398	11 610 398	11 069 619
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	3 253 469	3 367 693		3 367 693	3 414 060	3 469 520
Amortissement des immobilisations	19	10 887 109	10 531 121	(10 531 121)			
	20	70 150 278	72 884 502		72 884 502	75 578 049	72 498 948

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3